

Vraiment, Blanquer, l'arabe c'est l'urgence dans notre école qui se délite de toutes parts ?

écrit par Axel Vontargier | 18 septembre 2018

Dans son roman prophétique, si je peux me permettre ce trait d'humour, Houellebecq mettait en lumière l'importance pour la future République Islamique de Mohammed Ben Abbas de contrôler l'éducation et l'enseignement supérieur. Il est vrai que le pouvoir a depuis tout temps eu besoin d'enrôler les jeunes générations derrière son idéologie.

Malgré quelques signes initiaux pour amadouer la frange réactionnaire de son électorat du second tour (rétablissement du latin, du grec, des classes européennes), et puis surtout cette promesse jouissive pour tout bon conservateur : la grimace de Najat Vallaud-Belkacem le jour de sa nomination, il semblerait que Jean-Michel Blanquer avance désormais à visage découvert.

Après avoir mis les moyens pour les enfants de CP et désormais CE1 des quartiers en zones prioritaires, en partie au détriment des autres, en zones rurales par exemple où les fermetures de classes se poursuivent allégrement (suppression de 1400 postes d'enseignants dans le secondaire pour 2019), le ministre de l'éducation nationale a lancé son nouveau projet. Profitant d'un rapport sur l'islamisme en France, il dévoile une solution miraculeuse : enseigner la langue arabe à l'école française. Un ministre de la république française pourrait également s'inquiéter du niveau de maîtrise de la langue de Molière par ses jeunes contemporains. Il pourrait également se préoccuper des difficultés qu'éprouvent les enseignants du secondaire à aborder certains sujets tels Darwin et

l'évolution des espèces, l'histoire de la Shoah ou des Einsatzgruppen, traiter certaines œuvres littéraires comme « Madame Bovary », ou même d'organiser une simple sortie à la piscine. Non cela ne semble pas perturber la marche en avant du ministre d'un président qui, il est vrai, a fait une partie de sa campagne sur Beur FM et en Algérie, soulignant au passage « les crimes contre l'humanité de la colonisation française ».

Tout cela semble bien loin des préoccupations des actuels mandarins de l'éducation nationale qui ferment volontiers les yeux sur la prolifération des établissements privés musulmans, financés par le Qatar ou l'Arabie Saoudite. Même dans les établissements publics et laïques, en une dizaine d'années, ce qui était marginal est devenu majoritaire, parfois quasi-général. Les réfectoires des cantines scolaires des établissements de banlieues se vident pendant la période du ramadan, le port du voile se généralise aux abords des portails. Les chefs d'établissements se demandent même s'ils ont un rôle de « principal de collège ou (d') imam de la république ? ».

Quant à l'enseignement supérieur, enfin, mérite-t-il vraiment ce qualificatif de « supérieur » au vu de la déliquescence du niveau culturel des étudiants de l'université où « les temples du savoir » ont décidément laissé place à des « bidonvilles de l'ignorance » (Finkielkraut), il s'agit là finalement d'un terrain conquis. Les professeurs ne se cachent pas d'être ouvertement de gauche et peuvent librement véhiculer les valeurs multiculturalistes à des étudiants sans culture historique, littéraire ou scientifique. Ils répéteront alors béatement la doxa moderne (mais avec, il est vrai, des fautes d'orthographe innombrables sur leurs copies).

Ainsi, tout semble bien en place pour organiser cette France multiculturelle. L'enseignement de la langue des imams en sera une étape...

